

Introduction

Laurent Bazin, Pascale Phélinas

Ce numéro a pour objet de présenter des travaux de recherche qui analysent les effets, sur le travail et l'emploi, des politiques de libéralisation et de dérégulation qui accompagnent depuis plus de deux décennies l'avancée de la globalisation. Les bouleversements qui ont affecté l'économie mondiale durant les deux dernières décennies ont enclenché toute une série de changements auxquels aucune nation n'échappe. Les répercussions internes de ces bouleversements sont d'autant plus fortes que les économies nationales sont désormais intégrées à un système global à un point qui n'avait jamais été atteint par le passé. Le volume du commerce international et l'ampleur des mouvements de capitaux entre pays ont atteint des niveaux historiquement élevés. Les avancées dans le secteur des transports et des technologies de l'information ont permis la constitution de réseaux de production internationaux complexes. Des réorientations fondamentales des politiques économiques nationales ont accompagné le processus de globalisation : accent sur le contrôle de l'inflation au moyen de politiques monétaires restrictives, libéralisation des marchés, réduction de la part du secteur public dans la vie économique, encouragement des flux internationaux de biens, de services et de capitaux.

Comme le titre du numéro le suggère, la conjoncture actuelle repose dans bien des cas sur un contraste entre la prospérité économique des marchés – et tout particulièrement du capitalisme financier au niveau global – et un processus de dégradation des conditions d'emploi, de travail et de rémunération d'une grande majorité de la population mondiale et notamment des fractions sociales les plus vulnérables. Cette situation contrastée est manifeste dans les pays d'ancienne industrialisation comme en Europe, aussi bien que dans des pays en voie de déclin ou de marginalisation économique, mais aussi dans des contextes de forte croissance économique, comme en Chine ou en Inde. Cette dynamique différentielle est aujourd'hui l'un des moteurs de l'accumulation mondiale des richesses et de l'accroissement des inégalités. La financiarisation de l'économie a impliqué une plus grande fluidité internationale des investissements, qui soutient par exemple le développement de l'Asie orientale et méridionale ; elle entraîne aussi partout une plus grande pression pour la réduction du coût du travail et sa flexibilisation, mais aussi, une plus grande vulnérabilité des « pays émergents » à l'égard des crises financières.

Le dossier rassemblé ici s'intéresse aux pays dits du Sud auxquels une part moindre de la recherche sur ces problématiques est habituellement consacrée. D'emblée, il faut souligner que les effets des dérégulations que les auteurs s'efforcent de mettre en évidence sont complexes, plurivoques, et qu'ils se présentent sous des facettes différentes, voire divergentes selon les régions du monde et les trajectoires nationales, mais aussi selon les secteurs d'activité. Face à la complexité de ce thème, les sciences sociales mobilisent une grande diversité d'approches, en sciences économiques, en sociologie, et en anthropologie dont ce numéro est largement le reflet.

La conjugaison des nouvelles mesures de politique économique avec l'intégration plus poussée des pays à l'économie mondiale a eu des effets déterminants sur la quantité d'emplois offerts et sur leur qualité, ainsi que sur les modalités d'emploi des hommes et des femmes des pays du Sud. Les effets de l'ouverture et des réformes sur l'emploi ont souvent déçu les attentes qui les avaient inspirées, pour de nombreuses raisons. Si les nouvelles mesures ont objectivement contribué à stabiliser la croissance au niveau mondial, elles l'ont aussi ralentie, et la performance économique globale s'est objectivement dégradée dans de nombreuses régions du globe au cours des dernières décennies, en dépit du développement très rapide de certaines zones, en particulier en Asie. Très volatile jusqu'à la fin des années 1970, la croissance mondiale se stabilise mais à des niveaux plus faibles que sur la période antérieure. Les efforts pour pousser continuellement les taux d'inflation vers le bas ont généré des coûts élevés et peu de bénéfices en termes de croissance et d'emploi [Bruno, Easterly, 1998]. En outre, la majorité des épisodes de contrôle des prix analysés par Braunstein et Heintz [2005] se sont traduits par une contraction de l'emploi à court terme. On peut souligner de surcroît l'existence dans de nombreux pays d'un « paradoxe de l'emploi » tant l'écart entre les performances macroéconomiques et celles du marché du travail s'est creusé. Des recherches récentes ont montré que la relation entre la croissance et l'emploi s'est distendue dans un grand nombre de pays ces dernières années [Mazumdar, 2004 ; Kapsos, 2005]. L'élasticité-emploi de la croissance, qui mesure le volume d'emploi additionnel associé à un pour cent de croissance supplémentaire, a décliné au cours du temps, en particulier dans les activités manufacturières.

Un constat important est donc que la croissance n'a pas réellement amélioré les conditions de l'emploi, contrairement au discours public qui est très souvent tenu. L'on recense en fait de nombreux pays qui ont connu des taux de croissance de la production positifs sans amélioration notable de l'emploi. L'ouverture au commerce international a eu, en revanche, un impact inégal, car il a reposé sur la réponse de la structure industrielle qui diffère selon les types d'entreprise, et les secteurs d'activité qui la composent. Néanmoins, plusieurs études regroupant un nombre considérable de pays du Sud suggèrent un effet négatif de la libéralisation du commerce sur l'emploi, au moins à court terme, imputable à une plus grande pénétration des importations [Lall, 2004 ; Rama, 2002 ; Ghose, 2003]. Les politiques fiscales austères combinées avec le retrait de l'État de la vie économique et les restructurations des entreprises publiques ont limité les opportunités d'emploi dans

le secteur public [Kikeri, 1998]. Les gouvernements sont en effet devenus de plus en plus réticents à assumer le fardeau financier de leur rôle d'employeur de la dernière chance – ou comme source d'emplois prestigieux selon les contextes. Des pans entiers du salariat protégé ont disparu avec la privatisation ou parfois le démantèlement des grands complexes industriels d'État. Sur ces secteurs reposaient aussi, comme en Bolivie par exemple, la puissance du mouvement ouvrier et des centrales syndicales. Des pertes d'emplois sont également imputables aux effets de la diminution des financements des services sociaux (éducation, santé, sécurité sociale etc.) nécessaires au développement du « capital humain ».

Dans de nombreuses régions du Sud, les créations d'emploi dans le secteur privé ont été moins rapides que la croissance de la population ou de la population active. Les réponses à cette situation ont été variées. Si beaucoup de pays ont évité une explosion du chômage, c'est principalement en raison du fait que les nouveaux venus sur le marché du travail ont pu s'entasser dans des emplois de survie à basse productivité, mal rémunérés et rarement assortis d'une forme quelconque de protection sociale [Castel, Portes, 1989 ; ILO, 2002 ; Heintz, Pollin, 2003]. En conséquence, l'emploi informel a crû plus vite que l'emploi formel, et il domine encore largement les économies [Majid, 2005], ce qui s'est traduit, dans presque tous les cas, par une détérioration de la qualité du travail rémunéré [Standing, 1999].

L'emploi est le principal canal à travers lequel l'immense majorité de la population peut accéder aux bénéfices de la croissance. Lorsque l'emploi progresse avec la production, les ménages les plus pauvres profitent de l'accroissement des opportunités imputables par exemple à l'amélioration de la productivité agricole ou à l'expansion des secteurs de production intensifs en travail. Les ménages des quartiles inférieurs de revenu possédant peu d'actifs propres en dehors de leur force de travail, toute stratégie de développement qui emploie pleinement les ressources humaines et améliore la rémunération du travail est une arme puissante de lutte contre la pauvreté [Squire, 1993]. Malheureusement, le bilan que dresse l'OIT de la situation de l'emploi dans les pays du Sud en 2007 est peu glorieux : une large fraction de la population active reste exclue des activités productives ou enfermée dans des activités à faible productivité, on n'observe pas de baisse sensible du chômage, la qualité moyenne des emplois a baissé, la protection sociale traditionnellement rattachée au statut de salarié s'est érodée et le nombre de travailleurs pauvres (vivant avec 2 dollars par jour) stagne ou croît selon les régions [ILO, 2007]. Ainsi, même quand ils travaillent sans relâche, beaucoup de travailleurs des pays du Sud gagnent des revenus insuffisants pour échapper à la pauvreté, la faiblesse des rémunérations allant souvent de pair avec les mauvaises conditions de travail.

La rareté des emplois s'est traduite par l'intensification des courants migratoires interrégionaux et internationaux. Les travailleurs nés à l'étranger représentent une proportion croissante et significative de la main-d'œuvre de nombreux pays du Nord comme du Sud. Le BIT estime que 86 millions d'individus dont 32 millions dans les seules régions en développement recherchent de meilleures possibilités d'emploi à l'étranger [BIT, 2007]. Or, les travailleurs migrants font généralement

l'objet de discriminations en raison précisément de leur condition de migrants originaires de zones pauvres, et de l'infériorité sociale qu'elle signifie presque systématiquement, éventuellement combinée avec des modes de différenciation fondés sur l'appartenance ethnique, la religion ou l'apparence physique. Les migrants internes et internationaux sont généralement surreprésentés parmi les chômeurs et au bas de l'échelle des rémunérations, contraints à des horaires interminables, surtout ceux qui sont peu qualifiés ou qui viennent des zones rurales. Ainsi, l'intensification des migrations a souvent eu pour résultat l'aggravation des inégalités économiques dans les pays d'accueil marqués, pour la plupart, par la montée des insécurités et des incertitudes, notamment économiques. Le fait d'appartenir à certains groupes sociaux ou catégories sociales demeure un obstacle souvent insurmontable à l'ascension sociale même dans les sociétés dont la stratification n'apparaît pas particulièrement rigide. Les expériences des migrants sont toutefois variées et, il faut le rappeler, participent pleinement de la structuration et de la hiérarchisation de l'éventail des emplois : les migrants viennent souvent occuper des niches particulières, soit dans les strates inférieures et les moins rémunératrices du marché du travail, soit dans des professions spécialisées. Les différences entre les espaces d'origine et de migration, en termes d'accès à l'emploi, de pouvoir d'achat des revenus, mais aussi en termes de statut social et de mode de vie, permettent la mise en place de stratégies complexes : la migration apparaît à un nombre croissant de personnes à travers le monde comme une simple modalité de mobilité professionnelle, une étape de carrière autant que de vie, ainsi que l'illustrent les infirmières indiennes migrant dans le Golfe persique auxquelles s'est intéressée Marie Percot. Du point de vue des États, les encouragements à l'émigration (ici l'Inde) ou à l'immigration (États du Golfe) participent pleinement de la structuration du marché du travail et de sa stratification, sur des espaces dédoublés, enjambant les frontières ou les océans. Perrine Burnod et Jean-Michel Sourisseau, à travers le cas de Mayotte, où nombre de migrants arrivent clandestinement des îles comoriennes voisines pour chercher un emploi, montrent comment la répression de l'immigration contribue à modeler les relations de travail et à façonner les formes d'exploitation.

Les ruptures introduites par l'ouverture et les réformes des dernières décennies ont affecté de manière inégale les individus selon leur sexe. C'est devenu un lieu commun de dire de nos jours que la segmentation sexuelle du marché du travail demeure forte dans toutes les sociétés, voire s'accroît en dépit d'une prise de conscience mondiale et d'un discours sur l'*empowerment* des femmes très présent dans les instances internationales. La discrimination au travail des femmes, depuis longtemps dénoncée, semble avoir été aggravée par les grandes évolutions économiques récentes. Bien que les femmes soient de plus en plus nombreuses à travailler et à générer des revenus, l'écart d'activité avec les hommes demeure sensible. Le chômage et l'érosion de la qualité du travail a plus affecté les femmes que les hommes dans l'environnement d'instabilité de l'emploi qui a caractérisé les années récentes. Lorsqu'elles accèdent au marché du travail, le confinement des femmes dans les emplois de faible qualité, irréguliers et mal rémunérés se vérifie partout [Benaria, 2003 ; Heintz, 2006]. La contribution d'Alia Gana illustre la persistance

de la discrimination envers les femmes sur le marché du travail tunisien. Ces dernières ont en effet plus difficilement accès que les hommes à un emploi surtout s'il est bien rémunéré, en dépit d'un niveau d'instruction plus élevé. En outre, les restructurations économiques et l'ouverture des marchés à la concurrence internationale ont touché de plein fouet les secteurs où se concentre l'emploi des femmes. Ces mouvements ont contribué à aggraver la précarité qui caractérise le travail féminin. Par ailleurs il faut rappeler que la proportion des femmes qui travaillent sans rémunération demeure significative dans de nombreuses régions du monde, même si elle varie beaucoup d'un endroit à l'autre. Pour autant, l'accès à un emploi rémunéré ne se traduit pas toujours par une amélioration du contrôle des femmes sur les revenus familiaux, et la participation au marché du travail peut se traduire par une dégradation de la position relative des femmes [Elson, 1999]. La façon dont l'emploi féminin affecte réellement leur bien-être économique et social dépend du contexte institutionnel, des relations de genre, et de la façon dont la société traite les femmes en tant qu'épouses, mères et travailleuses. Les processus de domination ne sont souvent que déplacés par l'accès des femmes à une activité rémunératrice, salariée ou indépendante : la précarité des emplois féminins, la conception de leurs revenus comme des revenus d'appoint (bien qu'ils puissent être supérieurs à ceux des hommes), le contrôle du conjoint et, bien souvent, son désengagement consécutif des frais quotidiens au profit de dépenses de prestige ou de l'épargne, sont autant de stratégies qui permettent d'atténuer le bouleversement que les revenus féminins menacent d'entraîner sur les rapports sociaux et les identités sexuées. Ainsi, à revenus égaux, les hommes peuvent rester économiquement et symboliquement plus riches que les femmes [Absi, 2007]. Ces phénomènes d'accès différentiel au marché de l'emploi, aux revenus et à l'usage légitime des ressources doivent être compris et appréhendés de manière dynamique. À cet égard d'ailleurs, la libéralisation et la progression des logiques de marché n'ont pas nécessairement comme effet une individualisation qui serait porteuse d'émancipation au prix d'une responsabilisation souvent angoissante. L'article de Silvia Vignato publié ici illustre finement une dynamique inverse, dont la trame générale pourrait s'appliquer à de très nombreux contextes : les politiques de libéralisation et les phénomènes d'ethnisation, qui forment deux facettes de la mondialisation et qui sont dans cet exemple malais directement impulsés par l'État, se conjuguent pour assujettir et renforcer l'exploitation des femmes jusqu'à l'usure physique, au double plan de l'emploi en usine et du travail domestique.

Les réorientations des politiques économiques et du travail, les avancées du marché et l'exclusion d'un nombre croissant de personnes des activités productives ont entraîné une véritable re-définition des concepts et des représentations du travail et de l'emploi. En conséquence, un certain nombre de conflits, de revendications se sont portés sur des modes différents d'élaboration du sens du travail. Ainsi, par exemple, depuis une vingtaine d'années les politiques publiques oscillent entre le *work-fare* et le *welfare*, impliquant une série de débats entre experts ou dans le champ scientifique sur les théories et conceptualisations du travail, de l'emploi, de l'activité, de la rémunération et de la protection sociale. Mais les acteurs concernés – travailleurs, chômeurs, demandeurs d'emploi – sont

de leur côté confrontés à ces contradictions entre la nécessité de trouver un revenu, des aspirations à un emploi digne et l'institutionnalisation de la précarité par les politiques d'assistance d'État, lorsqu'elles existent. Les articles abordant ici la situation de l'Argentine autour de l'expérience des récupérateurs d'ordures (les *cartoneros* que décrit M.L. Moreno Sainz), des revendications des mouvements de chômeurs (les *piqueteros* dont parle Pia Rius) et de l'appropriation d'usines en faillite par les salariés (*recuperaciones* analysées par M.I. Fernández Alvarez et A. Wilkis) offrent trois facettes des mutations brusques du travail/emploi et du sens du travail auxquels les acteurs tentent de faire face. L'Argentine, dont la « crise » est devenue un emblème de la négativité de la globalisation pour les mouvements altermondialistes présente l'intérêt, au plan heuristique, d'un cas paradigmatique de destruction brutale d'un salariat qui avait été presque généralisé, au contraire de beaucoup de pays dits du Sud.

Ces transformations rapides du salariat qui affectent en premier lieu les villes ne doivent pas faire oublier que, dans de nombreux pays du Sud dont l'économie est principalement agricole, le monde rural demeure numériquement dominant. L'article de Valeria Hernández et Carla Gras montre que le paysage rural argentin se recompose rapidement du fait des changements des modèles productifs (autour des OGM). Cette situation offre un contraste saisissant avec la restructuration dont le Yucatan, au Mexique, est le théâtre (Arlette Gautier). Après que les logiques libérales de privatisation ont fait disparaître les *ejidos* (propriété collective de la terre), les *maquiladoras* sont venues, le temps d'une décennie, substituer au travail agricole des emplois industriels, laissant hommes et femmes face à un statut dégradé et des conditions économiques précaires.

De l'autre côté du monde, la question de l'emploi en milieu rural est abordée à partir d'exemples indiens. L'accès à l'emploi y passe fréquemment par des formes d'assujettissement, par la dette ou l'avance sur salaire. Il s'agit là de la question des nouvelles formes de servitude, qui a beaucoup retenu l'attention ces dernières années. L'Inde est un pays emblématique de ces débats et de l'intervention d'organisations internationales et d'ONG à l'encontre de ces formes de travail. Jean Michel Servet et Isabelle Guérin dépeignent la servitude pour dette et le sous paiement des travailleurs migrants indiens, qui se doublent d'une appartenance aux castes les plus basses. Ils montrent à quel point la caste demeure un facteur dominant de la définition du statut économique et social des individus qui les enferme dans les emplois les plus salissants, dangereux voire dégradants. Pour autant, les formes de travail pour dette ou asservis sont nombreuses et complexes, et le sens que leur attribuent les acteurs concernés est parfois en décalage avec les représentations que s'en forgent les ONG ou autres experts, provoquant ainsi contradictions et confusions.

Le numéro se termine sur deux articles qui traitent des solidarités au travail et entre les travailleurs. Que l'exposition au risque soit préjudiciable est un fait incontesté. En revanche, les façons efficaces de protéger les travailleurs (salariés ou indépendants) contre les ruptures imprévues des ressources monétaires dans un environnement où les relations économiques sont instables font l'objet d'un intense débat dans la littérature économique que résume bien Yvan Guichaoua. Il suggère

une piste originale qui permettrait de résoudre cet épineux problème en prenant appui sur l'assurance informelle : affranchir les individus des relations de dépendance, assignées ou choisies. L'auto-organisation de petits producteurs de l'économie informelle bolivienne, présentée par Isabelle Hillenkamp, constitue un autre exemple des stratégies mises en œuvre pour faire face à la précarité du travail. Elle montre que le problème majeur de ces entrepreneurs n'est pas tant la petite taille de leur entreprise, ou encore le fait qu'ils produisent pour un marché local restreint, que leur isolement. La mise en commun de leurs ressources assure à la fois l'efficacité du système et une certaine redistribution des revenus. Toutefois, en dépit de la séduction que peut exercer cette forme d'organisation économique, sa viabilité à long terme reste une question très largement ouverte...

BIBLIOGRAPHIE

- ABSI P. [2007], « Il ne faut pas mélanger les fortunes : Travail, genre et revenus chez les commerçantes de Potosi », in V. Hernández, P. Ould-Ahmed, J. Papail, P. Phélinas, *Travail, conflits sociaux et intégration monétaire : L'Amérique Latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- BIT [2007], « L'égalité au travail : relever les défis », Rapport I (B) présenté à la 96^e session de la Conférence Internationale du Travail, Genève, 135 p.
- BENARIA L. [2003], *Gender, Development and Globalization : Economics as if all People Mattered*, London, Routledge.
- BRAUNSTEIN E., HEINTZ J. [2005], « Gender bias and central bank policy : formal employment and inflation reduction », paper presented at the conference *Alternatives to Inflation Targeting Monetary Policy for Stable and Egalitarian Growth in Developing Countries*, Buenos Aires, CEDES, 2005.
- CASTELLS M., PORTES A. [1989], « World Underneath : The Origins, Dynamics, and Effects of the Informal Economy », in A. Portes, M. Castells et L. Benton (éd.), *The informal economy : Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, The John Hopkins University Press.
- ELSON D. [1999], « Labor Markets as Engendered Institutions : equality, efficiency and empowerment issues », *World Development*, vol. 27, n° 3, p. 611-627.
- GHOSE A.K. [2003], *Jobs and Incomes in a Globalizing World*, Geneva, ILO.
- ILO [2002], « Decent Work and the Informal economy », Report VI presented at the 90th session of the International Labor Conference, Geneva.
- ILO [2007], *Tendances Mondiales de l'Emploi*, Genève.
- HEINTZ J. [2006], « Globalization, Economic Policy and Employment : Poverty and Gender Implications », Employment Strategy Paper n° 2006/3, Geneva, ILO.
- HEINTZ J., POLLIN R. [2003], « Informalization, Economic Growth and the challenge of creating viable labor standards in developing countries », working paper n° 60, Political Economy Research Institute, Ahmerst.
- KAPSOS S. [2005], « The employment intensity of growth : trends and macroeconomics determinants », Employment Strategy Paper n° 2005/12, Geneva, ILO.
- KIKERI S. [1998], « Privatization and labor : what happens to workers when governments divest », World Bank Technical Paper n° 396, Washington, 46 p.

- LALL S. [2004], « The employment impact of globalization in developing countries », in E. Lee et M. Vivarelli (éd.), *Understanding Globalization, Employment and Poverty Reduction*, New York, Palgrave, p. 73-101.
- MAJID N. [2005], « Of the Evolution of Employment Structure in Developing Countries », Employment Strategy Paper n° 2005/18, Geneva, ILO.
- MARQUEZ G., PAGES C. [1997], « Trade and Employment : evidence from Latin America and the Caribbean », Working Paper 366, Washington DC, Inter-American Development Bank.
- MAZUMDAR [2004], « Employment Elasticity in Manufacturing », Background paper for World Employment Report 2004-2005, Geneva, ILO.
- RAMA M. [2003], « Globalization and workers in developing countries », Policy Research Working Paper 2958, Washington DC, World Bank.
- STANDING G. [1999], *Global Labour Flexibility : Seeking Distributive Justice*, New York, St. Martins Press.
- SQUIRE L. [1993], « Fighting poverty », *American Economic Review*, vol. 83, n° 2, p. 377-382.